



European Regional Science Association, Greek section [ERSA-GR]



Association de Science Régionale De Langue Française [ASRDLF]

"Cities and regions in a changing Europe: challenges and prospects"

5-7 July 2017, Panteion University, Athens, Greece

LA FUITE DES CERVEAUX: MOTIVATIONS DES JEUNES GRECS A S'EXPATRIER

Marie-Noëlle DUQUENNE

Université de Thessalie, Département d'Aménagement et de Développement Régional

Theodore METAXAS

Université de Thessalie, Faculté de Sciences Économiques

Contact : mdyken@uth.gr

Résumé

Une des facettes essentielles pour l'Union Européenne de l'actuelle crise économique porte sur l'intensification des mouvements de population. Ceux-ci sont multiples dans la mesure où ils concernent aussi bien la migration interne que l'émigration. Quant à cette dernière, il s'agit à la fois de mouvements au sein de l'Union Européenne qu'en dehors de cet espace. Plus encore, les pays les plus profondément touchés par la crise économique sont confrontés à une réelle « fuite des jeunes cerveaux », ce qui, au-delà des impacts démographiques qui peuvent en découler, remet en cause l'avenir même de ces pays et en particulier la solidarité intergénérationnelle. La Grèce, pays qui a connu à plusieurs reprises dans son histoire récente des vagues d'émigration, est sans doute l'un des exemples les plus caractéristiques de ce processus. Le présent article se propose d'examiner les motivations et les dilemmes auxquels sont confrontés les jeunes diplômés de Grèce quant à l'éventualité de quitter leur pays. L'hypothèse ici émise est que si la crise économique en elle-même est un motif essentiel, d'autres tel l'environnement politique, social et familial ont également une importance non négligeable.

Mots-Clefs

Crise économique, fuite de cerveaux, émigration, Grèce

Introduction

Le désir des jeunes diplômés de s'expatrier n'est pas un phénomène nouveau et il concerne une grande partie des pays européens. La crise économique semble avoir intensifié ce processus, provoquant des flux de migration aussi bien au sein de l'espace européen qu'en dehors de ses frontières. Plus encore, les pays les plus profondément touchés par la crise économique sont confrontés à une réelle « fuite des jeunes cerveaux », ce qui, au-delà des impacts démographiques qui peuvent en découler, remet en cause l'avenir même de ces pays et en particulier la solidarité intergénérationnelle.

Cet exode est étroitement lié aux difficultés que rencontrent les jeunes sur le marché du travail. Malgré une relative baisse du taux de chômage des jeunes depuis 2014, ce taux se maintient dans certains pays à des niveaux très élevés et nettement supérieurs à la moyenne européenne (18,7% en 2016). La Grèce détient le record avec 47,3% en Grèce, suivie par l'Espagne (44,4%) et l'Italie (37,8%) alors que le Portugal enregistre un taux de l'ordre de 28%. De ce fait, on peut envisager que de nombreux jeunes et plus particulièrement les plus qualifiés n'émigrent plus tant par choix que par nécessité (Nedeljkovic, 2014). Pour le GMG (Global Migration Group, 2014 :15), ce sont les conditions décentes de travail, la croissance économique et le développement durable qui génèrent pour les jeunes de nouvelles opportunités et facilitent leur mobilité sociale. Lorsque ces conditions sont remplies, la décision de s'installer à l'étranger résulte beaucoup plus d'un choix informé que d'une nécessité.

Pour ce qui est de la Grèce, celle-ci est historiquement un pays d'émigration, la première grande vague d'exode vers les États-Unis et l'Égypte remontant aux années 1890-1921 (Cholezas & Tsakoglou, 2008). La seconde vague concerne la période 1950-1970 lorsque de nombreux grecs émigrent aussi bien vers l'ex-URSS et les pays d'Europe de l'Est que vers l'Allemagne, les États-Unis, le Canada ou encore l'Australie pour ne mentionner que les principales destinations (Kostakis et al., 2009; Christopoulos et al., 2014). Durant cette deuxième vague, c'est environ 1,2 million de grecs qui quittèrent le pays essentiellement par nécessité du fait du chômage et du sous-emploi. Depuis le début de la crise actuelle, la Grèce est à nouveau confrontée à l'exode d'une partie de sa population active mais cette nouvelle vague présente des caractéristiques bien différentes par rapport aux précédentes. Ce n'est plus tant la main d'œuvre peu qualifiée qui désire émigrer mais

beaucoup plus les jeunes chercheurs et la force de travail hautement qualifiée (Labrianidis, 2014; Martiskova, 2013 :8; Cavounidis, 2015). La Grèce perd non seulement une population jeune mais surtout « la plus brillante » comme le souligne une étude récente effectuée par l'Institut Universitaire Européen (2014) qui évalue le nombre de départ au cours des cinq dernières années à environ 200.000 Grecs, essentiellement vers l'Allemagne et la Grande Bretagne. Selon cette même étude, 88% des personnes ayant émigré détient un diplôme universitaire et parmi ces derniers, 60% est titulaire d'un Master et 11% d'un doctorat. Il semblerait que ce processus ne soit pas uniquement dû à la crise économique généralisée et l'austérité qui perdure mais également à la relative instabilité et la défiance face au fonctionnement du système politique et de ses institutions (Barnato, 2012 :1; Labrianidis & Vogiatzis, 2012 :1). La nouvelle vague d'exode reflèterait un malaise plus général voir même un réel pessimisme quant aux opportunités professionnelles et plus globalement l'avenir du pays (Gropas & Triandafyllidou, 2014).

Si la « fuite des cerveaux » est l'une des conséquences majeures de la crise économique, elle semble également mettre en exergue les problèmes structurels qui caractérisent le pays depuis de nombreuses années et bien avant que n'éclate la crise. Plus encore, au travers de cette « hémorragie humaine » (Bourna, 2012), ce sont les perspectives de développement et l'avenir même du pays qui sont en jeu du fait que la perte en capital humain contribue à la stagnation voir même au déclin de l'économie de plus en plus basée sur la connaissance (Kajiura, 2008).

Partant du principe que la « fuite des cerveaux », au-delà des divergences d'estimation quant à l'amplitude du phénomène, est l'un des enjeux majeurs du pays, l'objectif de la présente étude est de mettre en exergue les motivations réelles et les dilemmes auxquels sont confrontés les jeunes diplômés de Grèce quant à l'éventualité de quitter leur pays, tout en examinant les profils types des éventuels candidats à l'exode. L'hypothèse ici émise est que si la crise économique en elle-même est un motif essentiel, d'autres tel l'environnement politique, social et familial ont également un impact non négligeable sur le choix de quitter ou non le pays.

Plus précisément, les questions auxquelles la présente étude tente d'apporter des éléments de réponse sont les suivantes :

1. La décision d'émigrer tout comme son contraire est-elle liée à certains profils socio-économiques? En d'autres termes, observe-t-on des différences majeures quant au sexe, l'âge ou la qualification et spécialisation professionnelle, pour ne citer que ces caractéristiques?

2. Quels sont les principaux facteurs qui peuvent réellement interférer sur la décision des jeunes scientifiques à s'expatrier?
3. Quels sont les facteurs qui pourraient potentiellement remettre en cause la décision de certains à ne pas souhaiter émigrer?
4. Enfin, dans quelle mesure la crise économique en elle-même est-elle la cause majeure?

Afin d'apporter des éléments de réponses aux précédentes questions et surtout de mettre en évidence l'interaction entre les diverses raisons qui incitent les jeunes à vouloir ou non s'expatrier, un questionnaire a été soumis à un échantillon représentatif des jeunes diplômés de l'Université de Thessalie en Grèce, durant la période allant de décembre 2015 à Février 2016). Cet échantillon de quelques 400 individus couvre aussi bien la faculté de médecine, l'école polytechnique, l'école agronomique que la faculté des sciences humaines. Après avoir dressé le profil des candidats à l'exode, une évaluation de l'importance relative des motifs incitant ou non les jeunes à émigrer est proposée (échelle Likert 1-7). L'estimation de l'impact de ces motifs sur la décision des jeunes s'est appuyée sur un modèle de régression logistique multinomiale (RLM) dans lequel sont également prises en compte les caractéristiques socio-économiques des individus. Cette évaluation pourrait ainsi contribuer à mettre en œuvre des politiques et mesures plus appropriées afin de lutter contre ce phénomène. En effet, si l'on peut envisager que le pays entre progressivement dans une phase de reprise économique, les effets positifs sur le marché du travail ne seront pas instantanés tandis que la défiance face au fonctionnement du pays et de ses institutions - qui semble jouer un rôle important – ne pourra s'estomper que si des mesures adéquates sont mises en œuvre.

1 La fuite des cerveaux: composante fondamentale de la migration internationale

La question de la migration des scientifiques et des individus hautement qualifiés n'est pas nouvelle dans la littérature sur les migrations internationales. C'est cependant à l'occasion de la publication d'un rapport de la Royal Society (1963) portant sur l'émigration des scientifiques de Grande Bretagne que la notion de Fuite des Cerveaux (Brain drain) a été largement adoptée par la communauté scientifique, tout en provoquant d'intenses débats quant aux causes et conséquences

de ce phénomène (pertes ou gains?) ainsi qu'aux politiques à adopter afin de pallier aux effets néfastes pour les pays subissant cette perte. Depuis une cinquantaine d'années, la fuite des cerveaux s'est imposée comme un modèle dominant de la migration internationale et un aspect majeur de la mondialisation (Docquier & Rapoport, 2012 ; Pederson, 1990). L' «exode des compétences» sur la scène internationale (Laudel, 2005) ou encore la migration des «individus talentueux» (Hooks et al., 2005) sont devenus une question centrale en sciences politiques, l'accent étant généralement mis sur le caractère hautement qualifié de ce type de migrants.

Dès les années 1950 et 1960, une importante migration de scientifiques et techniciens spécialisés à destination des États-Unis et du Canada voit le jour (Commander, 2004; Foadi, 2006; Cervantes et Guellec, 2002 ; Boncea, 2014) mais avec les vagues successives de mondialisation, ce phénomène s'est amplifié (Chaichian, 2012). S'il touche particulièrement les petits pays et les états insulaires d'Afrique, d'Amérique Latine et des Caraïbes (OECD, 2013), on observe cependant un certain nombre de changements au cours des deux dernières décennies. Les rythmes d'exode se sont intensifiés pour certains d'entre eux (l'émigration de personnes hautement éduquées a augmenté de plus de 10% depuis les années 2000 en République de Moldova, en Zambie et au Zimbabwe), contrairement à certains pays d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient. Pour ces derniers, on observe même un accroissement plus élevé de la population résidente hautement qualifiée par rapport au nombre de migrants eux-mêmes hautement qualifiés. Plus encore, de nouveaux pays – spécialement au sud de l'Europe - semblent être progressivement concernés par cette fuite de cerveaux.

L'exode des compétences des pays les moins développés vers les pays offrant de meilleures opportunités sociales et économiques a ainsi fait l'objet de très nombreuses études (Christopoulos et al. 2014; Chaichian, 2011; McDonald, 2000; Williams et Balaz, 2005; Boncea, 2014; Mountford et Rapoport, 2011; Omegegbe et Beine, 2010; Prélèvement, 2003; Cervantes et Guellec, 2002). Selon Kourvetaris (1972), l'analyse de la mobilité internationale des scientifiques repose sur trois courants conceptuels différents: l'approche internationaliste, l'approche nationaliste, toutes deux dans une perspective essentiellement économique et finalement l'approche en termes de facteurs répulsifs et attractifs (push-pull), incitant ou non les personnes hautement qualifiées à émigrer.

Selon *l'approche internationaliste* et conformément aux principes démocratiques, le scientifique a le droit de choisir librement sa carrière et de poursuivre ce droit même si cela doit l'amener à quitter son propre pays (Tansel & Gungor, 2003). Il s'agit d'un processus normal dans la logique de la mondialisation, les individus qualifiés recherchant une rémunération optimale quitte à s'expatrier.

L'approche nationaliste met en exergue la perte subie par les pays qui sont confrontés à un exode massif du meilleur de leurs scientifiques et cadres supérieurs car ce processus remet indéniablement en cause leur développement futur. Plus encore, les tenants de ce 2^{ème} courant postulent que la mondialisation n'est pas compatible avec une répartition équitable des compétences, l'essentiel des flux allant des pays les moins développés vers les plus développés tandis que les politiques migratoires sélectives de certains pays d'accueil accentuent les inégalités. La troisième approche ne s'en tient pas à une conception purement économique du phénomène. Au-delà des facteurs économiques, elle introduit tout un ensemble d'aspects socio-politiques. Elle se base sur une distinction entre *les forces centrifuges et les forces centripètes* (Otieza, 1965; Kidd, 1968; Adams, 1968). Les premières (facteurs répulsifs) sont celles qui interfèrent sur les efforts engagés par les individus pour faire carrière dans leur pays natal (niveaux de salaires, bureaucratie, instabilité politique, degré de corruption, méritocratie, degré d'autonomie dans le travail, qualité de vie etc). Elles traduisent les conditions de vie défavorables dans le pays d'origine (Filler et al., 1996; Kazlauskienė & Rinkevicius, 2006). A l'inverse les forces centripètes sont celles, relatives aux pays d'accueil qui incitent les individus à émigrer vers des pays qui offrent de meilleures perspectives de carrière et de développement personnel (facteurs attractifs). Le cadre d'analyse des facteurs répulsifs et attractifs (Push-Pull) a donné lieu à de nombreuses études empiriques tant en Europe que dans le reste du monde. A titre d'exemple, on peut citer les travaux de Kazlauskienė et Rinkevicius (2006) qui analysent les facteurs prédominants de la fuite des cerveaux en Lituanie, ceux de Foadi (2006) pour l'Italie ou encore ceux de Boncea (2014) portant sur les principales raisons d'émigration des physiciens de Roumanie.

Pour ce qui est de la Grèce, c'est essentiellement à la suite de la crise économique que la question a commencé à être étudiée et qu'un débat autour de cette question a émergé (Lianos, 2007; Amanatides, 2010, Sarantinos, 2012). Si certaines analyses mettent en avant les conséquences désastreuses de l'exode pour le développement futur du pays (Bourna, 2012), d'autres insistent sur ses causes, plus particulièrement sur l'impact du chômage et du sous-emploi des jeunes hautement qualifiés (Cavounidis, 2015). Selon Labrianidis et Vogiatzis (2013)

Néanmoins, certaines études récentes ont mis en évidence que les principaux facteurs attractifs, incitant à quitter le pays sont liés aux possibilités d'effectuer une meilleure carrière, d'obtenir un emploi dans leur champ d'expertise et donc la reconnaissance de leur qualification, tout en

percevant un revenu satisfaisant (Labrianidis et Vogiatzis, 2013) tandis que les facteurs répulsifs se rapportent essentiellement au chômage croissant, à la diminution des rémunérations et de la protection sociale (Labrianidis et Pratsinakis, 2016). A cela s'ajouterait également la corruption qui semble être un déterminant non négligeable dans les motivations des jeunes à s'expatrier (Hadjimihalis, 2011).

Quant à l'ampleur du phénomène, on ne peut que se baser sur certaines estimations : entre 2010 et 2013, Labrianidis et Pratsinakis (2016) estiment que le nombre de personnes ayant émigré se monte à environ 224.000 personnes parmi lesquelles 75% (168.000) sont titulaires d'un diplôme universitaire. Un tiers de ceux-ci sont ingénieurs, médecins ou titulaires d'un Master. Il faut néanmoins souligner qu'une grande partie des individus alimentant cet exode, a quitté le pays juste après l'obtention de leur diplôme universitaire. Il ne s'agit donc pas encore - au sens pur du terme - de personnes hautement qualifiées mais on peut supposer qu'ils le deviendront rapidement puisque nombreux sont ceux qui ont quitté le pays en vue de poursuivre leurs études. La question qui se pose est alors de savoir dans quelle mesure, après avoir acquis de nouvelles compétences, ils seront prêts à rentrer en Grèce, ce qui effectivement pourrait atténuer les conséquences néfastes pour le pays.

En définitif, compte-tenu des études récentes, il est encore difficile de dégager les tendances à venir en matière d'exode des jeunes car d'une part, ce processus semble perdurer certes à de moindres rythmes (Labrianidis et Vogiatzis, 2013) et d'autre part, il semble que pour les jeunes diplômés, le désir de quitter le pays (mais pas forcément sa concrétisation) tende à s'accentuer au cours des dernières années (Theodoropoulos et al., 2014). Afin d'apporter des solutions viables, il est alors indispensable de cerner et d'évaluer les facteurs qui motivent les jeunes à s'expatrier ou non. C'est bien à partir de la détection de ces facteurs que devront être planifiées et mises en œuvre les politiques adéquates pour répondre au défi de la fuite des cerveaux.

2 Sélection des facteurs répulsifs et attractifs

La construction de la présente enquête et du questionnaire s'inscrit dans le cadre d'analyse des facteurs répulsifs et attractifs (Push-Pull) dans la mesure où il permet d'obtenir une appréciation de l'importance relative de chacune des forces expliquant la migration. Le choix des facteurs et de leurs composantes, soumis à évaluation par les jeunes diplômés de l'Université de Thessalie s'est inspiré

d'un ensemble de travaux empiriques réalisés dans divers pays. Compte-tenu que (i) chaque étude présente ses propres spécificités, liées en grande partie à la région d'étude et que (ii) ces spécificités conduisent à une grande diversité de facteurs, seul le noyau majeur – qui plus est approprié au cas de la Grèce - a été initialement retenu.

Divers modèles d'appréhension des forces centripètes et centrifuges ont été proposés au cours des vingt dernières années: Oberol et Lin (2016) proposent un modèle d'approche de l'exode des médecins des pays les moins développés en se concentrant sur la question des pertes et gains pour les pays d'origine et les pays d'accueil, alors que Jauhar et Yusoff (2011) examinent la propensité des cadres de Malaisie à quitter le pays. Les modèles néoclassiques expliquent que la migration est la conséquence des différences socio-économique de niveau de développement entre les pays, ces différences s'exprimant essentiellement en termes de revenus.

Une récente étude de la Commission Européenne (2013), basée sur l'expérience de chercheurs d'Italie et de Hongrie mais également sur celles de membres de l'Association américaine pour l'avancement de la science, montre que les obstacles administratifs et la bureaucratie freinent la possibilité de mobilité et ce, de façon plus prononcée en Europe qu'aux États-Unis. De plus, la prise de connaissance des opportunités d'emploi à l'étranger passe en grande partie par le biais des réseaux personnels et des sources informelles d'information. Cette étude montre également que pour les femmes, la question du choix entre carrière et vie familiale est encore fondamentale de sorte qu'elles sont nettement moins engagées dans la mobilité internationale comparativement aux hommes.

Certaines études (Boncea, 2014; Benedict & Ukpere, 2012) retiennent parmi les principaux facteurs répulsifs l'insuffisance des services, le manque de structures de recherche, les conditions de travail, le sous-emploi, la faible rémunération, les discriminations en termes de revenu et promotion mais également l'inefficacité des institutions, l'instabilité politique, la corruption, le non-respect des droits de l'homme tout comme l'accès limité à une éducation de qualité et la recherche d'une meilleure vie. En référence aux pays d'Afrique, Kuzvinetsa (2003) ainsi que Juma et al. (2012) soulignent l'importance des barrières en matière d'accès à l'éducation, la violation des droits humains, les conflits ethniques ou encore les guerres.

Types de Facteurs	Bibliographie de référence
Facteurs économiques et marché du travail	
Chômage	World Migration (2003); Boncea (2014); Benedict and Ukpere (2012); Labrianidis and Pratsinakis (2016),
Perspectives futures	World Migration (2003); OECD (2002); Labrianidis and Vogiatzis (2013); Labrianidis (2013)
Opportunités de carrière	World Migration (2003); OECD (2002); Labrianidis and Vogiatzis (2013); Labrianidis (2013)
Rémunérations	Boncea (2014); Benedict and Ukpere (2012); World Migration (2003); OECD (2002); Wagner (2000);
Système fiscal	Wagner (2000); Kesselman (2000)
Coût de la vie	Gungor and Tansel (2006); Pengelly et al. (2008)
Opportunités d'emploi	World Migration (2003); OECD (2002); Boncea (2014); Labrianidis and Vogiatzis (2013); Karamanli (2008); Wagner (2000);
Spécialisation universitaire	Karamanli (2008); World Migration (2003); Labrianidis (2013)
Facteurs sociaux et formation / éducation	
Études postuniversitaires	World Migration (2003); OECD (2002)
Études doctorales	World Migration (2003); OECD (2002)
Acquisition d'un second diplôme universitaire	OECD (2002); Eliou (1988)
Exclusion sociale	Kuzvinetsa (2003); Juma et al. (2012)
Marginalisation	Kuzvinetsa (2003); Juma et al. (2012)
Racisme	Kuzvinetsa (2003); Juma et al. (2012)
Criminalité / violence	Parkins (2010); Rasool et al. (2012)
Facteurs politiques	
Corruption du système politique	World Migration (2003); OECD (2002); Filler et al. (1996); Hadjimihalis (2011); Boncea (2014); Benedict and Ukpere (2012);
Déficit démocratique	World Migration (2003); OECD (2002);); Kazlauskiene and Rinkevicius, (2006); Labrianidis (2013)
Système juridique	World Migration (2003); OECD (2002);); Kazlauskiene and Rinkevicius, (2006)
Liberté d'expression	Nejad (2013); Karimi and Gharaati (2013)
Instabilité politique	Martiskova (2013); Dodani and LaPorte (2005); Iravani (2011); Docquier et al. (2007)
Facteurs personnels et psychologiques	
Qualité de vie	World Migration (2003)
Expérience professionnelle	Labrianidis and Vogiatzis (2013); Labrianidis (2013)
Vie sociale et personnelle	Jauhar and Yusoff (2011)
Création d'une famille	EU (2013); Martiskova (2013)
Déception face aux conditions de vie	Martiskova (2013)
Recherche de nouvelles expériences	Labrianidis (2013)

Table 1 : Récapitulatif des principaux facteurs répulsifs et attractifs, dérivés de la bibliographie

Au-delà donc des facteurs purement économiques, il existe tout un ensemble de forces qui peuvent inciter à l'exode telles les perspectives de carrière, les opportunités de meilleure éducation pour les enfants (OCDE, 2012), la stabilité politique des pays d'accueil, une forte tradition culturelle et scientifique ou encore une véritable politique de financement de la recherche (World Migration, 2013).

Une récente étude de la Commission Européenne (2013), basée sur l'expérience de chercheurs d'Italie et de Hongrie mais également sur celles de membres de l'Association américaine pour l'avancement de la science, montre que les obstacles administratifs et la bureaucratie freinent la possibilité de mobilité et ce, de façon plus prononcée en Europe qu'aux États-Unis. De plus, la prise de connaissance des opportunités d'emploi à l'étranger passe en grande partie par le biais des réseaux personnels et des sources informelles d'information. Cette étude montre également que pour les femmes, la question du choix entre carrière et vie familiale est encore fondamentale de sorte qu'elles sont nettement moins engagées dans la mobilité internationale comparativement aux hommes.

Certaines études (Boncea, 2014; Benedict & Ukpere, 2012) retiennent parmi les principaux facteurs répulsifs l'insuffisance des services, le manque de structures de recherche, les conditions de travail, le sous-emploi, la faible rémunération, les discriminations en termes de revenu et promotion mais également l'inefficience des institutions, l'instabilité politique, la corruption, le non-respect des droits de l'homme tout comme l'accès limité à une éducation de qualité et la recherche d'une meilleure vie. En référence aux pays d'Afrique, Kuzvinetsa (2003) ainsi que Juma et al. (2012) soulignent l'importance des barrières en matière d'accès à l'éducation, la violation des droits humains, les conflits ethniques ou encore les guerres.

Au-delà donc des facteurs purement économiques, il existe tout un ensemble de forces qui peuvent inciter à l'exode telles les perspectives de carrière, les opportunités de meilleure éducation pour les enfants (OCDE, 2012), la stabilité politique des pays d'accueil, une forte tradition culturelle et scientifique ou encore une véritable politique de financement de la recherche (World Migration, 2013).

En définitif, dans le cadre de la présente étude, le questionnaire soumis aux jeunes diplômés comprend les quatre groupes de facteurs ci-dessus présentés (économiques, sociaux, politiques ainsi que personnels / psychologiques), de façon à évaluer le degré d'importance qu'ils leur

attribuent quant à un éventuel départ vers l'étranger, et ce, qu'ils aient ou non décidé de s'expatrier au moment de la réalisation de l'enquête. Il est en effet tout aussi important de pouvoir détecter les raisons qui incitent certains jeunes à ne pas vouloir quitter le pays, soit parce qu'ils rencontrent de véritables difficultés à s'expatrier (spécialement d'ordre économique), soit parce qu'ils sont plus optimistes quant à l'avenir du pays contrairement à un climat généralement pessimiste soit enfin pour des raisons d'ordre purement personnel.

Compte-tenu des objectifs de la présente étude mais également des spécificités propres au pays, certaines composantes dérivées de la recherche bibliographique (Tableau 1) ne furent pas retenues car trop évidentes (chômage) alors qu'une composante caractéristique de la Grèce (fort maintien des liens familiaux) a été insérée (Table 2).

Pour chacune des 18 composantes finalement sélectionnées, l'évaluation repose sur une échelle de type Likert 1-7 où la valeur 1 signifie que la composante n'incite nullement l'individu à s'expatrier alors que la valeur 7 signifie qu'il s'agit d'une composante primordiale.

Types de Facteurs	Bibliographie de référence
Facteurs économiques et marché du travail	
Système fiscal	Wagner (2000); Kesselman (2000)
Coût de la vie	Gungor and Tansel (2006); Pengelly et al. (2008)
Opportunités d'emploi	World Migration (2003); OECD (2002); Boncea (2014); Labrianidis and Vogiatzis (2013); Karamanli (2008); Wagner (2000);
Spécialisation universitaire	Karamanli (2008); World Migration (2003); Labrianidis (2013)
Facteurs sociaux et formation / éducation	
Études postuniversitaires (Master)	World Migration (2003); OECD (2002)
Études doctorales	World Migration (2003); OECD (2002)
Acquisition d'un second diplôme universitaire	OECD (2002); Eliou (1988)
Marginalisation / exclusion sociale	Kuzvinetsa (2003); Juma et al. (2012)
Racisme	Kuzvinetsa (2003); Juma et al. (2012)
Criminalité / violence	Parkins (2010); Rasool et al. (2012)
Facteurs politiques	
Système juridique	World Migration (2003); OECD (2002);); Kazlauskiene and Rinkevicius, (2006)
Démocratie et bien-être	Zambarloukou (2015); Ferrera (1996)
Liberté d'expression	Nejad (2013); Karimi and Gharaati (2013)
Absence de dialogue social	Nejad (2013); Karimi and Gharaati (2013)
Instabilité politique	Martiskova (2013); Dodani and LaPorte (2005); Iravani (2011); Docquier et al. (2007)
Facteurs personnels et psychologiques	
Qualité de vie	World Migration (2003); Tsekeris et al. (2015)
Fort liens familiaux	Karamessini (2007); Tsekeris et al. (2015)
Vie sociale et personnelle	Jauhar and Yusoff (2011)
Possibilité de création d'une famille	EU (2013); Martiskova (2013); Tsekeris et al. (2015)

Table 2 : Facteurs et composantes sélectionnés

3 Résultats

3.1 Profil des jeunes scientifiques soumis à l'étude

Au total, 409 jeunes diplômés de l'université de Thessalie ont participé à l'enquête, couvrant 4 grands types de formation: sciences humaines, agronomie, polytechnique et médecine. Parmi ceux-ci, plus de 60% déclarent vouloir effectivement quitter le pays (Table 3). Ce premier résultat diverge largement de celui obtenu en 2013 par Tsekeris et al., sur un échantillon de 253 jeunes, puisque 65% des jeunes n'envisageaient pas la possibilité d'émigrer même s'ils considéraient que les

conditions de survie à court-terme n’allaient pas s’améliorer (Tsekeris et al., 2015). On peut supposer que ces divergences de résultat s’expliquent non seulement par le fait que le pays n’ait pas connu, au cours des deux années séparant les deux études, une amorce de reprise mais également par le fait que le profil des 2 échantillons diverge, spécialement en termes de niveau de formation. Par ailleurs, la propension à quitter le pays est spécialement forte pour les ingénieurs (68%) mais elle est encore plus dramatique pour la nouvelle génération de médecins (78%). Ce deuxième résultat, conforme à ceux obtenus par d’autres études (Theodoropoulos et al. 2014; Lambrianidis, 2015) montre qu’au-delà de la perte d’une partie de la population jeune (ce qui est en soi un problème), cette perte concerne avant tout une population relativement qualifiée comparativement à la moyenne nationale. A court-terme, ces départs posent évidemment problème pour certains secteurs d’activité telle la santé, mais les enjeux à long-terme sont encore plus importants si les jeunes expatriés n’envisagent pas de revenir en Grèce, ce qui ne semble pas être le cas puisque près de 90% des jeunes diplômés ayant décidé de s’expatrier souhaitent rentrer, à un moment donné, dans leur pays. Cependant la grande majorité d’entre eux conditionne leur décision future à l’évolution socio-économique du pays. En d’autres termes, le risque d’une fuite durable de cerveaux est étroitement lié à la capacité du pays de sortir définitivement de la crise.

	Candidats à l’exode	Non candidats
	250 (61%)	159 (39%)
Désir de rentrer en Grèce après certaines années	224 (89%)	
Décision conditionnée par la situation future du pays	184 (74%)	

Table 3 : Propension à l’exode

L’examen du profil des jeunes diplômés permet de mettre en exergue, au-delà du cursus universitaire suivi, l’influence que peut exercer certaines caractéristiques socio-économiques sur la propension à s’expatrier (Table 4). Celle-ci est indépendante du sexe, contrairement aux résultats découlant de l’étude ci-dessus mentionnée de la Commission Européenne (2013). Cela peut s’expliquer par le fait que les jeunes femmes diplômées ne se posent pas encore la question du choix entre carrière et vie familiale et ce, d’autant plus que les conditions économiques ne favorisent pas la création d’une famille. Par ailleurs, la situation économique familiale (niveau annuel de revenus

des parents) ne semble pas interférer de façon déterminante sur la décision des jeunes. A cet égard, il est apparu que les deux groupes d'individus évaluent de façon similaire l'impact de la crise sur la situation économique de leur famille. Cette absence de différence peut s'expliquer par le fait que la grande majorité des ménages a été touchée par les mesures d'austérité. Seul 4% des jeunes diplômés ont déclaré ne pas avoir été affecté par la crise alors que 33% - qu'ils soient ou non candidats à l'exode – affirment que la crise a fortement voir même très fortement impacté la situation économique de leur famille.

		Candidats à l'exode		Non Candidats		Chi-Square
Genre	Homme	105	62,5%	63	37,5%	0,227 (df=1) ns
	Femme	145	60,2%	96	39,8%	
Revenu annuel de la famille	< 10000€	35	51,5%	33	48,5%	8,118* (df=3)
	10-25000€	106	59,6%	72	40,4%	
	> 25000€	109	66,9%	54	33,1%	
Formation Universitaire	Sciences humaines	60	47,6%	66	52,4%	20,553*** (df=3)
	Agronomie	19	52,8%	17	47,2%	
	Polytechnique	118	65,9%	61	34,1%	
	Médecine	53	77,9%	15	22,1%	
Nombre de langues étrangères	None	2	15,4%	11	84,6%	21,272*** (df=3)
	1	94	55,0%	77	45,0%	
	2	127	66,5%	64	33,5%	
	3 or more	27	79,4%	7	20,6%	
Niveau de connaissance des langues étrangères	B1	92	47,2%	103	52,8%	30,500*** (df=1)
	B2 et plus	158	73,8%	56	26,2%	

*: p-value < 0,10 **: p-value < 0,05 ***: p-value < 0,01

Table 4 : Profil des jeunes diplômés en fonction de leur décision de s'expatrier ou non

En définitif et conformément aux récentes études menées sur le risque de fuite de cerveaux en Grèce, c'est bien le type de formation universitaire mais également la connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères qui semblent avoir une réelle influence sur l'intention ou non de quitter le pays. Selon les dires mêmes d'une majorité de personnes interrogées, la bonne connaissance d'au moins une langue étrangère est perçue comme une condition nécessaire à une intégration réussie dans le pays d'accueil.

3.2 Appréciation des facteurs incitant ou non les jeunes diplômés à l'exode

Au niveau de l'ensemble des personnes interrogées, les trois premières raisons qui incitent ou pourraient inciter les jeunes à s'expatrier sont la poursuite des études (Master), l'instabilité politique et bien évidemment les opportunités d'emploi (Table 5). Entre les deux groupes d'individus, on observe néanmoins certaines divergences majeures dans l'appréciation des facteurs. Les 3 raisons ci-dessus mentionnées sont de loin les plus importantes pour ceux qui sont effectivement candidats à l'exode alors que ceux qui ont décidé de rester en Grèce leur accordent une moindre importance. Par contre l'importance accordée par derniers aux facteurs sociaux (criminalité et violence, racisme, marginalisation, vie sociale et personnelle) est largement plus élevée. On peut émettre l'hypothèse qu'à l'heure actuelle, pour les non candidats à l'exode, c'est avant tout la dégradation des conditions de vie sociale et personnelle qui pourraient remettre en cause leur décision alors que ce type de considérations ne semble pas avoir joué un rôle essentiel pour ce qui est des jeunes ayant décidé de quitter le pays.

	Candidats à l'exode			Test de Mann-Whitney	p-value
	Oui	Non	Total		
Études Postuniversitaires	5,85	4,12	5,18	-9,039	,000
Instabilité politique	5,22	4,74	5,04	-3,096	,002
Opportunités d'emploi	5,55	4,04	4,96	-9,263	,000
Système juridique	4,40	5,19	4,71	-4,230	,000
Démocratie et bien-être	4,70	4,69	4,70	-,215	,830
Spécialisation universitaire	4,15	4,31	4,21	-,661	,508
Coût de la vie	4,04	4,47	4,21	-2,385	,017
Absence de dialogue social	4,13	4,26	4,18	-,558	,577
Études doctorales	4,79	3,09	4,13	-7,736	,000
Liberté d'expression	3,92	4,18	4,02	-1,227	,220
Qualité de vie	3,79	3,36	3,63	-2,490	,013
Criminalité et violence	2,62	4,72	3,44	-10,488	,000
Racisme	2,61	4,51	3,35	-8,964	,000
Acquisition d'un second diplôme universitaire	3,43	3,21	3,34	-1,109	,267
Possibilité de création d'une famille	2,86	4,05	3,32	-6,264	,000
Marginalisation	2,34	4,36	3,13	-10,134	,000
Système fiscal	3,40	2,67	3,12	-4,325	,000
Vie sociale et personnelle	1,85	4,79	2,99	-12,670	,000

Tableau 5 : Évaluation des facteurs incitant à l'exode : valeur moyenne par composante

Il faut également souligner la concordance d'appréciation pour la majorité des composantes liées au facteur politique (démocratie et bien-être, absence de dialogue social, liberté d'expression). Tant tous les cas, l'évaluation est supérieure au niveau moyen (4 sur une échelle de 1 à 7). Ce résultat est à prendre en ligne de considération car il reflète une certaine défiance de la plupart des jeunes quant au fonctionnement démocratique des institutions du pays.

Sur la base des 18 composantes soumises à évaluation, une Analyse Factorielle Exploratoire (AFE) fut effectuée. Celle-ci a permis d'extraire quatre (4) facteurs principaux représentant 68% de l'information totale tandis que la valeur de l'indice KMO (=0,820) confirme que les données utilisées sont parfaitement appropriées pour mener un tel type d'analyse statistique. Il faut cependant mentionner que trois (3) des 18 variables ont été omises de l'analyse car leur contribution (Communalités) était trop faible (moins de 30%) pour être considérée significative.

	Facteurs Principaux			
	Défiance face au système politique	Insécurité sociale	Poursuite des Études	Absence d'opportunités
Démocratie et bien-être	,868			
Absence de dialogue social	,815			
Liberté d'expression	,779			
Système juridique	,735			
Instabilité politique	,697			
Marginalisation		,834		
Racisme		,826		
Criminalité et violence		,792		
Vie sociale et personnelle		,508		
Études doctorales			,756	
Études Postuniversitaires			,686	
Acquisition d'un second diplôme universitaire			,559	
Opportunités d'emploi				,568
Coût de la vie				,525
Spécialisation universitaire				,479
Valeurs propres	4,87	2,60	1,61	1,16
% de la variance totale	32,5	17,3	10,7	7,8
Alpha-Cronbach	0,906	0,834	0,766	0,679

Table 6 : Résultats de l'AFE

Non seulement l'AFE confirme la validité de notre approche et la structure du questionnaire basée sur 4 types de facteurs mais elle permet également de hiérarchiser ces facteurs au travers du processus d'extraction des nouvelles variables (facteurs principaux de l'AFE). Le **facteur politique** dans son ensemble (représentant 32% de la variance totale) est la première raison incitant les jeunes diplômés à émigrer (Table 6). Cela vient confirmer à nouveau la défiance des jeunes face au système politique du pays, ces dernières années. Le 2^{ème} facteur (17%) renvoie à la **situation sociale**, génératrice d'insécurité et de détérioration des conditions de vie. La 3^{ème} raison par ordre d'importance (11%) a trait au **désir de poursuivre des études**, spécialement à un niveau postuniversitaire. Il est fort probable que ce désir soit de nos jours renforcé par les faibles opportunités d'emploi qu'offre le pays, spécialement pour les jeunes. Comme déjà mentionné, même si le taux de chômage des 18-24 ans a, depuis 2013, quelque peu diminué, il reste à un niveau extrêmement élevé. Faute de trouver un emploi correspondant à leur qualification, de plus en plus de jeunes diplômés optent pour la poursuite des études (Master, voir Doctorat) soit en Grèce soit, quand cela est possible, à l'étranger. C'est finalement en 4^{ème} position qu'intervient le facteur purement économique (8%). A priori, ce résultat pourrait surprendre compte-tenu de la situation économique du pays. Mais en fait tant la dégradation de la situation sociale que le désir de poursuite des études sont en grande partie, la conséquence de la crise. Il semble bien que la crise que traverse le pays depuis près de 8 ans, ne se limite pas à la seule détérioration des indicateurs macro-économiques et à l'effondrement du marché du travail, elle correspond également à une profonde défiance face au fonctionnement des institutions et du système politique.

	Défiance face au système politique	Insécurité sociale	Poursuite des Études	Absence d'opportunités
Candidats à l'émigration				
Oui	0,020	-,472	,247	0,106
Non	-0,032	,743	-,388	-0,166
Test de Mann-Whitney	-0,660	-12,707	-7,458	-3,769
p-value	0,509	0,000***	0,000***	0,000***
Sexe				
Homme	,013	,024	,087	,002
Femme	-,019	-,035	-,125	-,003
Test de Mann-Whitney	-,252	-,593	-2,435	-,144
p-value	,801	,553	,015**	,886
Niveau de Revenu				
0-10.000 €	-,069	,172	-,157	,008
10-25.000 €	-,049	,026	-,058	-,001
> 25.000 €	,083	-,101	,129	-,002
Test de Kuskall-Wallis	2,652	3,991	7,003	,219
p-value	,266	,136	,030**	,896
Test de Jonckheere-Terpstra	1,507	-1,967	2,598	,182
p-value	,132	,049**	,009***	,856
Formation Universitaire				
Sciences Humaines	-,078	,181	-,193	-,018
Agronomie	-,032	,104	,267	,048
Polytechnique	,075	-,060	,024	,039
Médecine	-,035	-,232	,155	-,095
Test de Kuskall-Wallis	2,314	9,681	12,647	2,515
p-value	,510	,021**	,005***	,473

Table 7 : Appréciation moyenne des 4 facteurs principaux incitant à l'exode

Que les jeunes décident ou non d'émigrer, quelques soient également leurs caractéristiques (genre, revenu, formation universitaire), la défiance face au système politique ne présente aucune différence significative (Table 7), ce qui une fois de plus reflète une appréciation commune de cet aspect de la crise. Pour ce qui est des trois autres facteurs, de réelles divergences d'appréciation entre les sous-groupes de jeunes peuvent être mises à jour.

L'insécurité sociale est un facteur majeur pour ceux qui ne vont pas quitter le pays : l'appréciation moyenne étant largement positive contrairement aux candidats à l'exode. Elle est également plus importante pour les jeunes à faible revenu (p -value < 0,05) alors que les diplômés de l'école polytechnique et de l'école de médecine ne lui accordent aucune importance, contrairement aux deux autres types de formation universitaire.

La poursuite des études est le facteur présentant le plus de différences significatives entre les sous-groupes de jeunes. Les hommes lui attribuent un score nettement plus élevé que les femmes tout comme les étudiants de la plus haute tranche de revenu familial. Une fois de plus, la poursuite des études est largement dépendante du type de formation universitaire.

Enfin, l'appréciation du facteur économique est indépendante des caractéristiques socio-économiques des jeunes diplômés mais également de leur formation universitaire. Tout comme le facteur politique, on retrouve ici un consensus général.

3.3 L'impact des facteurs sur la probabilité d'émigrer

Si l'analyse précédente a permis de vérifier le rôle et l'importance relative des 4 facteurs majeurs incitant ou non à l'exode, le recours au Modèle Logistique Binaire (MLB) permet de mesurer plus précisément l'association entre la survenue de l'évènement « candidat à l'exode » (variable dépendante qualitative) et les facteurs susceptibles de l'influencer. En d'autres termes, il s'agit d'estimer l'influence de ces facteurs sur la probabilité pour un jeune diplômé grec de s'expatrier ou non.

L'objectif étant de développer un modèle explicatif, il est en général recommandé de respecter le principe de parcimonie qui consiste à n'utiliser que le minimum de causes élémentaires pour expliquer le phénomène étudié, tout en fournissant un maximum d'information. Par ailleurs, la robustesse du modèle est soumise à une condition de base : avoir un nombre d'observations suffisant important. Du fait que la règle de base est d'avoir au moins dix (10) fois plus d'observations que de variables explicatives (Hosmer & Lemeshow, 2000), le modèle ne se heurte à aucune contrainte quant au nombre de variables explicatives pouvant être retenues (en théorie, un modèle avec 40 variables explicatives auraient pu être formulé!).

Dans un premier temps, l'estimation de la probabilité à s'expatrier s'est basée sur les 4 variables prédictives résultant de l'Analyse Factorielles auxquelles ont été ajoutées 4 variables relatives aux caractéristiques socio-économiques des jeunes diplômés (genre, revenu, formation universitaire, connaissance d'une langue étrangère). La robustesse du modèle logistique binaire repose sur un ensemble d'indicateurs tels les pseudos R^2 mais surtout sa capacité à prédire les données réelles (observées). Le modèle proposé semble relativement robuste : les pseudos R^2 étant supérieurs à 50%, niveau très satisfaisant tandis que la capacité de prédire les données réelles est importante: taux de succès (pourcentage de valeurs observées bien prédites) = 89% et taux d'erreur = 11%. Ce taux de succès est par ailleurs bien supérieur au seuil minimal de validité (=65,6%). De même les taux de sensibilité, de précision et de spécificité sont eux-aussi satisfaisants, supérieurs à 85%¹.

Néanmoins, au travers du test de Wald, il apparaît que certaines variables explicatives ne sont pas significatives et donc ne contribuent en rien dans la prédiction de la probabilité d'émigrer. Il s'agit d'une part de la variable genre, ce qui confirme une fois de plus que la décision des jeunes diplômés de s'expatrier est indépendante du genre et d'autre part, de la variable relative au niveau de défiance face au système politique (1^{er} facteur de l'AFE). Là encore, ce résultat était prévisible puisque l'analyse exploratoire a permis de mettre en évidence que cette défiance concernait l'ensemble des personnes interrogées.

L'omission de ces deux variables (Genre et défiance) ne modifie nullement la validité du modèle, le taux de succès passant de 89 à 89,2%, ce qui reflète bien l'absence de pouvoir de prédiction de ces 2 variables sur la probabilité pour un jeune diplômé de quitter le pays.

		Valeurs Prédites		Total
		Oui	Non	
Valeurs Observées	Oui	230	20	250
	Non	24	135	159
Total		254	155	409
Taux de succès (probabilité de bon classement)				89,2%

Table 8 : Validité de la Régression Logistique Binaire

¹ Comme le souligne R. Rakotomalala, « un bon modèle doit présenter des valeurs faibles pour le taux d'erreur (proche 0%) et des valeurs élevées (proche de 100%) pour le taux de succès comme pour les taux de sensibilité, précision et spécificité ».

En définitif, il ressort du modèle proposé que la formation universitaire et le niveau de connaissance des langues étrangères ont un pouvoir de prédiction relativement limité (p-value < 0,100). A l'inverse, le revenu annuel familial est très significatif (p-value < 0,01) : la probabilité de quitter le pays est 2,5 fois supérieure pour un jeune dont le revenu familial est moyen par rapport à un même jeune à faible revenu (< 10.000€). Cette probabilité serait presque 6 fois plus élevée pour le jeune dont le revenu familial se situe dans la plus haute tranche (> 25.000€).

Variables explicatives	B	S.E.	Wald	d.l.	p-value	Exp (B)
Constante	-1,366	,812	2,832	1	0,092	0,255
Formation Universitaire ⁽¹⁾			6,720	3	0,081	
Agronomie	-,674	,635	1,125	1	0,289	0,510
Polytechnique	,700	,404	2,996	1	0,083	1,010
Médecine	1,099	,617	3,173	1	0,075	1,994
Revenu Annuel Familial ⁽²⁾			13,807	2	0,001	
Revenu moyen	,988	,421	5,504	1	0,019	2,687
Revenu élevé	1,763	,478	13,615	1	0,000	5,827
Connaissance langue étrangère	,543	,315	2,972	1	0,085	1,721
Insécurité sociale	2,607	,290	80,949	1	0,000	13,562
Poursuite des Études	1,463	,231	39,991	1	0,000	4,319
Absence d'opportunités	1,129	,230	24,101	1	0,000	3,092

Table 9 : Régression Logistique et principaux prédicteurs de la propension à s'exiler

Au-delà des caractéristiques socio-économiques (facteurs objectifs) relatifs aux individus interrogés, les trois variables retraçant l'appréciation par ces mêmes individus du contexte socio-économique et des motivations personnelles (telle la poursuite des études à un niveau postuniversitaire) montrent que tout sentiment d'insécurité sociale et d'absence d'opportunité en matière de travail et de développement de carrière contribue très fortement à l'augmentation potentielle de l'exode vers l'étranger. Le modèle de Régression Logistique Binaire met en évidence que la valeur prédictive de ces trois facteurs est loin d'être identique. Une fois de plus, c'est bien la détérioration des conditions sociales et personnelles qui semble avoir l'impact le plus prononcé sur la réalisation de l'évènement «fuite vers l'étranger» et ce, sans commune mesure avec le désir ou la nécessité de poursuivre des études ou encore l'absence d'opportunités (Table 9). La probabilité de partir à l'étranger – ceteris paribus – augmenterait de près de 13 fois suite à une hausse du sentiment

d'insécurité de l'ordre d'une unité alors que cette même probabilité n'augmenterait que de 4 ou 3 fois respectivement pour toute hausse équivalente (= 1 unité) du désir de poursuivre des études et de détérioration des opportunités d'emploi. En d'autres termes, le modèle de Régression logistique ne fait que confirmer la hiérarchisation des facteurs principaux obtenus au travers de l'analyse factorielle.

Conclusion

La fuite massive des jeunes diplômés grecs et donc des individus potentiellement qualifiés est peut-être un scénario excessif, les estimations quant au nombre de jeunes quittant le pays ne semblent pas concorder avec un phénomène massif mais elles n'en restent pas moins inquiétantes si les tendances actuelles perdurent, spécialement dans certains domaines de spécialisation telle la médecine. Les départs vers l'étranger des jeunes diplômés est néanmoins suffisamment importante pour avoir attiré, et ce depuis environ 8 ans, l'attention de nombreux chercheurs et analystes du pays.

Les nombreux échanges que nous avons pu avoir avec divers étudiants de notre université depuis que les effets tant de la crise économique en elle-même que ceux découlant des plans successifs d'austérité imposés aux ménages grecs se sont réellement fait sentir, nous ont incités à étudier le problème de façon plus systématique. Pour diverses raisons (coût, durée de réalisation de l'étude etc), l'enquête s'est limitée aux jeunes diplômés de l'université de Thessalie. Cette université régionale comprend néanmoins une large gamme de formations universitaires, ce qui permettait de prendre directement en compte, le degré plus ou moins prononcé de qualification des jeunes diplômés. On peut néanmoins stipuler qu'une enquête équivalente couvrant l'ensemble du territoire et donc la diversité des situations locales aurait une portée autrement plus large en matière de détection des principaux motifs à l'expatriation des jeunes diplômés.

En dépit des limites intrinsèques à la présente étude, les résultats obtenus mettent en exergue un certain nombre de questions fondamentales pour le devenir du pays. L'attraction croissante des jeunes vers l'étranger – au-delà du désir de poursuite des études – semble être fortement et positivement corrélée au degré de spécialisation. Le risque d'hémorragie dans certains domaines, telle la médecine est bien réel puisque l'éventualité d'un retour dans le pays est conditionnée par l'évolution du pays au cours des années à venir. Le fait que les jeunes diplômés grecs souhaitent

poursuivre des études postuniversitaires à l'étranger n'est pas en soi un véritable danger et ne correspond pas à une fuite massive des cerveaux, sauf si cette décision débouche sur une installation durable à l'étranger.

Plus encore et peut-être plus alarmant est le constat de défiance profonde et générale face au fonctionnement même du pays. Alors que l'objectif annoncé de l'étude était initialement de mettre en exergue et d'estimer l'impact des facteurs économiques mais également les facteurs socio-politiques et personnels, poussant les jeunes à s'expatrier, il semble en définitif que l'enquête débouche sur un constat quelque peu alarmant concernant la défiance face au fonctionnement même du pays. Au-delà donc d'une certaine reprise (même lente) de l'activité économique et d'une relative tendance à l'amélioration des indicateurs macro-économiques tels qu'il ressort de divers récents rapports sur le devenir de l'économie grecque, l'enjeu pour le pays est avant tout de rétablir au sein même de la jeune population – qui plus est de plus en plus qualifiée – un climat de confiance. Cela ne sera réellement possible que si cette jeune population qualifiée puisse enfin trouver sur le marché du travail des débouchés et des opportunités de carrière à la hauteur de l'investissement engagé par les familles grecques et plus généralement par le pays.

Pour contrecarrer le risque de fuite des cerveaux à l'étranger, la Grèce se doit de mettre en place des actions spécifiques qui viseront non seulement à retenir les jeunes scientifiques dans le pays mais également à inciter au retour ceux qui se sont installés au cours des dernières années à l'étranger. Il existe au moins deux options pour parvenir à un tel résultat. La première, centrée sur la question du rapatriement des grecs hautement qualifiés, exige au-delà des stratégies globales de développement (telles que mises en place par certains nouveaux pays industrialisés), un réel investissement dans la Recherche et le développement de nouvelles technologies afin de pouvoir offrir de réelles opportunités d'emploi et de carrière aux scientifiques et personnel hautement qualifié ayant émigré (Meyer et al. 1997: 2-3). Or de nos jours, la Grèce est l'un des pays européens présentant le plus faible pourcentage de dépenses en Recherche et Développement en termes de PIB. Il existe néanmoins une deuxième alternative qui consiste non pas tant à inciter au rapatriement de la « diaspora scientifique » grecque mais beaucoup plus à la mobiliser et à la faire participer au développement économique du pays d'origine (Meyer et al. 1997: 3 et Meyer & Wattiaux, 2006). Si conformément aux estimations de Labrianidis & Vogiatzis (2013:483), on admet que le taux de rapatriement des migrants Grecs (hautement qualifiés) restera faible lors des prochaines années tant que des solutions viables ne seront pas apportées aux problèmes structurels du pays, la solution

semble avant tout passer par la mise en réseau et le développement de la coopération des scientifiques de la diaspora avec les institutions de recherche et d'innovation du pays. Une telle stratégie comparativement à la première alternative pourrait avoir des effets plus immédiats sur le ralentissement éventuel des cerveaux grecs, voir même favoriser à plus long terme le rapatriement d'une partie de la diaspora grecque.

Références

- Adams W., (1968), *The Brain Drain*, New York: Macmillan.
- Benedict H.O. and Upkere I.W., (2012), Brain drain and African development: Any possible gain from the drain? *African Journal of Business Management* , Vol. 6(7), p. 2421-2428.
- Boncea I., (2014), Brain drain in Romania: Factors influencing Physicians' emigration', *Journal of Community Positive Practices*, XIV(1), p. 64-74.
- Brandi, M.C. (2001), Skilled migrants in Rome, *International Migration*, 39 (4), p. 101 – 131.
- Carrington W., Detragiache E., (1998), How big is the brain drain?, *IMF Working Paper*, No. 98/102, IMF, Washington, DC.
- Bryant J., Law D., (2004), New Zealand's diaspora and overseas born population. *Treasury Working Paper*, 04/13, Wellington: The Treasury.
- Carrington W., Detragiache E., (1998), How big is the brain drain?, *IMF Working Paper* No. 98/102, IMF, Washington, DC.
- Cavounidis J., (2015), *The changing face of emigration: Harnessing the potential of the new Greek diaspora*, Migration Policy Institute, www.migrationpolicy.org/transatlantic.
- Cervantes M., Guellec D., (2002), The Brain Drain: Old Myths, New Realities, OECD Observer, Available at: http://www.oecdobserver.org/news/printpage.php/aid/673/the_braindrain:Old_myths,new_realities. Accessed 23 June 2015.
- Chaichian A.M., (2012), The new phase of globalization and brain drain - Migration of educated and skilled Iranians to the United States', *International Journal of Social Economics*, 39:1/2, p. 18-38.
- Christopoulos A.G., Kalantonis P., Stavroulakis D., Katsikides S., (2014), The Migration of Greek Scientists Abroad and the Phenomenon of Brain-Drain in the Current Crisis, *International Journal of Business, Humanity and Technology*, 4(2), p. 106-114.

Cholezas I., Tsakloglou P., (2008), The economic impact of immigration in Greece: Taking Stock of the Existing Evidence, *Discussion Paper, IZA DP*, No 3754, October.

Docquier F., Rapoport H., (2012), Globalization, brain drain, and development. *Journal of Economic Literature*, 50(3), p.681–730.

Docquier F., Marfouk A., (2006), *Measuring the International Mobility of Skilled Workers (1990-2000)* – Release 1.0, CADRE, University of Lille 2, Lille.

Eliou M., (1988), Mobility or migration?: the case of Greek students abroad, *Higher Education in Europe*, 13:3, p. 60-66.

European Commission, (2013), Social Europe: EU Employment and Social Situation, March 2013 Quarterly Review, Special supplement on demographic trends. (available at http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/population/documents/Tab/ESSQR_Mar2013_demogr_suppl_final.pdf. accessed on 06/06/2015)

Ferrera M., (1996). The ‘Southern Model’ of Welfare in Social Europe. *Journal of European Social Policy* 6(1), p. 17–33.

Filler R.K., Hamermesh D.S., Rees A.E., (1996), *The Economics of Work and Pay*, Harper Collins College Publishers, p. 255 – 293.

Foadi S.M., (2006), Key issues and causes of the Italian brain, Innovation, *The European Journal of Social Science Research*, 19(2), p. 209-223.

Glaser W.A., (1978), *The brain drain, emigration and return*, New York: Pergamon Press.

Golub B. (2003), ‘Why are we leaving? *Drustvena Istrazivanja*, 12 (1 – 2), p. 115 – 140.

Hosmer D.W., Lemeshow S., (2000), *Applied Logistic Regression*, 2nd edition, Wiley.

Hadjimichalis C., (2011), Uneven geographical development and socio-spatial justice and solidarity: European regions after the 2009 financial crisis, *European Urban and Regional Studies*, 18 (3), p. 254–274.

Hooks J., Carr, S., Edwards M., Inkson, K., Jackson D., Thorn K., Allfree, N., (2005), Kiwi talent flow: A study of chartered accountants and business professionals overseas’, *School of Accountancy, Discussion Paper Series*, Massey University.

Iravani M.R., (2011), Brain drain problem: a review. *International Journal of Business and Social Science*, 2(15), p. 284-289.

Khadria B., (2001), Shifting paradigms of globalization: The twenty-first century transition towards generics in skilled migration from India, *International Migration*, 2001, 39 (5), p. 45 – 71.

Karamanli Th., (2008), The impact of immigration on the labor market and education in Greece. From <http://dspace.lib.uom.gr/bitstream/2159/4003/1/Karamanli.pdf> in May 2012.

Kazlauskienė A., Rinkevicius L., (2006), Lithuanian “Brain Drain” Causes: Push and Pull Factors, ISSN 1392-2785, *Engineering Economics*, No 1, (46), The economic conditions of enterprise functioning.

Kouvertaris A.G, (1973), Brain drain,, and international migration of scientists: the case of Greece, *Επιθεώρηση Κοινωνικών Ερευνών*, 1st and 3rd trimesters.

Labrianidis L, (2011), Investing in leaving: The Greek case of international migration of professionals in the globalization era. Athens: Kritiki (in Greek).

Labrianidis L., (2014), Investing in leaving: The Greek case of international migration of professionals’, *Mobilities* , 9(2) p. 314-335.

Labrianidis L., Pratsinakis M., (2016), ‘Greece’s new Emigration at times of Crisis’, *GreeSE Paper* No.99, Hellenic Observatory Papers on Greece and Southeast Europe

Labrianidis L., Vogiatzis N., (2013), Highly skilled migration: what differentiates the ‘brains’ who are drained from those who return in the case of Greece?, *Population, Space and Place*, 19(5), p. 472-486.

Laudel C., (2005), Migration currents among the scientific elite, *Minerva*, 43, p. 377-395.

Levy L.F., (2003), The First World’s role in the Third World brain drain, *British Medical Journal*, 327, p. 170–177.

Jauhar J., Yusoff Y.M., (2011), Brain drain: propensity to leave by Malaysian Professionals. *International Journal of Innovation, Management and Technology*, 2(2), p. 119-112.

Kainth G.S., (2009), Push and pull factors of migration: a case of brick kiln industry of Punjab State, *Asia-Pacific Journal of Social Sciences*, Vol. I, No. 1, p. 82-116.

Karamanli, Th. (2008). The impact of immigration on the labor market and education in Greece. From <http://dspace.lib.uom.gr/bitstream/2159/4003/1/Karamanli.pdf> in May 2012.

Kazlauskienė A., Rinkevicius L., (2006), Lithuanian “Brain Drain” Causes: Push and Pull Factors, ISSN 1392-2785, *Engineering Economics*, No 1(46).

Khadria B., (2001), Shifting paradigms of globalization: The twenty-first century transition towards generics in skilled migration from India, *International Migration*, 2001, 39 (5), p. 45 – 71.

Kouvertaris A.G., (1973), Brain drain and international migration of scientists: the case of Greece, *Επιθεώρηση Κοινωνικών Ερευνών*, 1st and 2nd semester

Lianos P. T., (2007), Brain Drain and Brain Loss: Immigrants to Greece, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 33:1, p. 129-140.

Marinakou E., Giousmpasoglou C., Paliktzoglou V., (2016), The Brain Drain Phenomenon in Higher Education in Greece: Attitudes and Opinions on the Decision to Immigrate, In : *3rd Annual International Conference on Humanities & Arts in a Global World*, 3-6 January, Athens, Greece

Markantonatou M., (2013), Diagnosis, treatment, and effects of the crisis in Greece: A 'special case' or a 'test case'? *MPIfG Discussion paper*, No 13/3. Cologne: Max Planck Institute.

Meyer J.B., Bernal D., Charum J., Gaillard J., Granes J., Leon J., Montenegro A., Morales A., Murcia C., Narvaez Berthelemot N., Parrado L., Schlemmer B., (1997), Turning brain drain into brain gain: the Colombian experience of the diaspora option, *Science, Technology and Society*, Vol. 2(2), p.285-315.

Meyer J.B., Wattiaux J.P., (2006), Diaspora Knowledge Networks: vanishing Doubts and Increasing Evidence. *IJMS: International Journal on Multicultural Societies*, vol.8, No.1, p.4-24.

Mountford A., Rapoport H., (2011), The brain drain and the world distribution of income, *Journal of Development Economics*, 95: 4–17.

Nedeljkovic V., (2014), Brain Drain in the European Union: Facts and Figures, Rethink Education Working Paper, No 4, Bridging Europe, More Europe, More Democracy. www.bridgingeurope.net.

Oberol S. S., Lin V., (2006), Brain drain of doctors from southern Africa: brain gain for Australia. *Australian Health Review*, 30(1), p. 25-33.

OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development), (2002), *International migration of physicians and nurses: Causes, consequences, and health policy implications*. Paris.

OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development), 2013, *Education at a Glance*. Paris: OECD.

Omamegbe M.E., Beine et al., (2010), African Brain Drain: A Narrative Inquiry on Human Capital Flight From Sub Saharan Africa To The United States.

Oteiza E., (1965), Emigration of Engineers from Argentina: A Case of Latin American 'Brain Drain', *International Labor Review*, 92 (December), p. 445-461.

Pedersen B.P., (1990), Social and Psychological Factors of Brain Drain and Reentry Among International Students: A survey of the topic, *McGill Journal of Education*, 25(2), p. 229-244.

Pelliccia A., (2013), Greek students in Italy from a transnational perspective, *Diaspora Studies*, 6:2, p. 67-79.

Pengelly R., Beverley L., Shanaham Y., (2008), The accounting brain drain, Paper presented at the Second New Zealand Management Accounting Conference Auckland 20-21 November, 2008.

Rakotomalala R., (2016), *Pratique de la Régression Logistique*, Université Lumière Lyon 2,

Sarantinos V., (2012), *Greece: The economic crisis and the brain drain*, Centre for Employment Studies Research (CESR), University of the West of England, Bristol.

Shumba A., Mawere D., (2012), The Causes and Impact of the Brain Drain in Institutions of Higher Learning in Zimbabwe, *International Migration*, 50(4), p. 107-123.

Tansel A., Gungor N. D., (2003), "Brain drain" from Turkey: Survey evidence of student non-return. *Career Development International*, 8(2), p. 52-89.

Theodoropoulos D., Kyridis A., Zagkos C., Konstantinidou Z., (2014), Brain Drain Phenomenon in Greece: Young Greek scientists on their Way to Immigration, in an era of "crisis". Attitudes, Opinions and Beliefs towards the Prospect of Migration, *Journal of Education and Human Development*, 3(4), p. 229-248.

Tsekeris C. Pinguli M., Georga E., (2015), *Young People's Perception of Economic Crisis in Contemporary Greece: A Social Psychological Pilot Study*, Hellenic Foundation for European and Foreign Policy, Research Paper No. 19.

William A.M., Balaz V., (2005), What Human Capital, Which Migrants? Returned Skilled Migration to Slovakia from the UK, *The International Migration Review*, 39(2), p. 439 – 468.

World Migration, (2003), *Managing Migration: Challenges and Responses for People on the Move*, International Organization for Migration (IOM), Geneva